



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 57 – 6 JANVIER 2017

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

SENEGAL :  
PROPARCO  
FINANCE UNE  
NOUVELLE  
CENTRALE  
PHOTOVOLTAÏQUE

KENYA :  
FORTE HAUSSE DE LA  
PRODUCTION DE THE  
NOIR EN 2016

CONGO BRAZZAVILLE :  
DES ONG SE  
REUNISSENT POUR  
SURVEILLER LA DETTE  
PUBLIQUE

NIGER :  
LA BAFD DEBLOQUE  
43,9 M EUR POUR  
RENFORCER L'INTERNET  
HAUT DEBIT

MAURITANIE :  
VERGNET HYDRO ET  
SES PARTENAIRES  
DECROCHENT UN  
CONTRAT DE 7 M EUR

TOGO :  
FINANCEMENT DE LA  
BAFD POUR  
L'AMENAGEMENT DE  
L'AXE LOME-COTONOU

BURKINA FASO :  
LE GROUPE ORANGE  
FINALISE LE RACHAT  
D'AIRTEL

MADAGASCAR :  
LANCEMENT DE L'ESTI

ETHIOPIE :  
PARTENARIAT ETHIO-  
AMERICAIN DE 10 M  
USD DANS LE SECTEUR  
DU BTP



MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ **Afrique-Chine : augmentation de 31 % des IDE chinois en Afrique en 2016**

Les investissements directs des entreprises chinoises en Afrique auraient atteint plus de 2,5 Mds USD sur les dix premiers mois de l'année 2016, soit une hausse de 31 % par rapport à la même période en 2015. Selon le communiqué du ministère du Commerce de la Chine, au vu du contexte morose de l'économie mondiale, la hausse de ces investissements confirme l'intérêt et la confiance des entreprises et des autorités chinoises envers le marché africain.

✉ [benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Afrique centrale : plusieurs résolutions prises par les chefs d'Etat pour endiguer la crise et éloigner le spectre de la dévaluation**

Le sommet extraordinaire des chefs d'Etat d'Afrique centrale du 23 décembre 2016 à Yaoundé a permis l'adoption de 21 mesures visant à juguler les effets néfastes du double choc pétrolier et sécuritaire que subissent les économies de la sous-région. Au total, 21 résolutions ont été adoptées par les chefs d'Etat en présence de la Directrice générale du FMI et du ministre français des Finances. Parmi ces résolutions, la décision d'ouvrir et de conclure à brève échéance des négociations bilatérales avec le FMI a permis d'éloigner le spectre de la dévaluation.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ **Burkina Faso : 5<sup>ème</sup> pays producteur d'or en Afrique avec près de 40 tonnes**

Selon le rapport 2016 *La fiscalité minière en Afrique*, publié par la FERDI, le Burkina Faso arrive au 5<sup>ème</sup> rang des pays producteurs d'or en Afrique avec une production estimée à 40 tonnes en 2016 après 36,2 tonnes en 2015 et 37,2 tonnes fin 2014, derrière l'Afrique du Sud (151,6 tonnes en 2014), le Ghana (98,5 tonnes), le Mali (45,4 tonnes) et la Tanzanie (40,6 tonnes). Avec le zinc, la production d'or a rapporté 216 M EUR de recettes budgétaires en 2014, soit 13 % des revenus de l'Etat. Le secteur minier a contribué à 61,9 % des exportations burkinabè, la Suisse étant le premier pays de destination de l'or (91,6 % des exportations) devant l'Afrique du Sud (8,4 %).

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Côte d'Ivoire : chute du prix du cacao**

La chute du prix du cacao, amorcée à la mi-août, s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année 2016. Selon l'Organisation internationale du cacao (ICCO), le cours est passé de 2 881 USD par tonne à 2 288 USD entre septembre et décembre 2016, soit une baisse de 21 % en trois mois. Le prix a diminué de 32 % sur un an et de 27 % en 6 mois. L'anticipation générale du marché d'un excédent de production pour la campagne cacaoyère 2016/2017 en cours, résultant principalement de la perspective d'une forte reprise de la production ouest-africaine et latino-américaine, est le principal facteur de cette diminution.

✉ [benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Les réserves de change du Nigéria ont chuté de 11,7 % à 25,72 Mds USD en g.a au 28 décembre**

Les réserves de change du Nigéria ont chuté de 11,7 % à 25,72 Mds USD au 28 décembre, contre 29,1 Mds un an auparavant, selon les données de la banque centrale. Cependant, par rapport au mois précédent, les réserves ont augmenté de 4,2 % en raison d'une légère hausse du prix du pétrole et d'une augmentation du niveau de production pétrolière.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **La Banque centrale du Nigéria a vendu 1 Md USD sur le marché de change, réalisant sa plus grosse vente de dollars depuis juin**

La CBN a vendu 1 Md USD sur le marché *forward* pour solder des arriérés d'obligations de paiement en dollars de certains secteurs, réalisant sa plus grosse opération depuis que le marché des changes a été « flexibilisé » en juin. La demande de dollars en suspens s'établissait à environ 4 Mds USD avant juin, lorsque l'ancrage qui durait depuis 16 mois a été abandonné. Dans un contexte de faible prix du pétrole, les efforts de la banque centrale visant à réduire la demande de dollar se sont montrés infructueux.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : forte hausse de la production de thé noir en 2016

La production de thé noir kenyan serait passée de 0,353 Mt à 0,426 Mt entre 2015 et 2016, soit une hausse de 20,8 % selon les statistiques compilées par le *Global Tea Digest*. Au niveau mondial, cette forte hausse de la production kenyane aurait permis de contrebalancer le reflux constaté du côté de Sri Lanka, de l'Ouganda et de la Tanzanie et la quasi-stabilité observée en Inde. La production mondiale aurait ainsi progressé d'environ 2,8 % à 1,905 Mt. La production de thé est une source importante de devises pour le Kenya qui exporte 95 % de sa production. La demande émane principalement du Pakistan, de l'Égypte, du Royaume-Uni, de l'Afghanistan, des EAU, de la Russie, du Soudan et du Yémen.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : déficit d'offre d'électricité

La faible pluviométrie fin 2016 a conduit à une réduction de la production des centrales hydroélectriques de la compagnie nationale d'électricité, les rivières se trouvant à l'étiage. Pour réduire les délestages, la Jirama a davantage recours au parc de centrales thermiques et a signé un nouveau contrat de fourniture de carburant avec la société Jovenna. En outre, la Jirama a lancé une série d'opérations aériennes pour provoquer artificiellement des pluies au-dessus des rivières alimentant les centrales. Ces dépenses supplémentaires interviennent alors que le FMI a fixé un plafond de subventions à la Jirama dans le cadre de la FEC (76 M USD pour 2017), plafond appelé à se réduire progressivement d'ici 2019.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Soudan : budget 2017, - 30 % de dépenses de sécurité

Le budget 2017, que vient d'approuver le Parlement, comprend des dépenses sécuritaires, de police et de l'armée pour un montant de 1,5 Md USD, alors que le budget avoisine les 5 Mds USD au total. Le déficit est prévu à 2,1 % du PIB (1,9 % en 2016), soit un record historique. En dépit d'une mise en garde de la fédération des employeurs soudanais (SBEF) contre une hausse de la fiscalité, le budget prévoit une nouvelle taxe agricole de 2 %, en plus de l'augmentation de 10 à 15 % des taxes industrielles et de 15 à 20 % des taxes commerciales.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo Brazzaville : des ONG se réunissent pour surveiller la dette publique

27 organisations de la société civile congolaise, réparties sur l'ensemble du pays, se sont associées au sein de la plateforme *Dette et développement au Congo*. Elles espèrent, en exerçant un contrôle sur l'évolution de la dette publique et les décisions prises en matière de politiques publiques de développement, contraindre le gouvernement à engager un processus d'endettement viable pour le pays, dans le respect des règles de bonne gouvernance. Le réseau a mis en place ses instances dirigeantes le 17 décembre.

✉ [Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Nigéria : hausse des droits de douanes sur certains biens de consommation et produits de luxe

D'après le *Guardian*, le gouvernement fédéral nigérian a décidé d'augmenter les droits de douane sur certains produits. Dans le cadre du nouveau régime de tarif extérieur commun (TEC) de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les importations de yacht, automobiles de luxe et voitures de sport seront désormais taxés à hauteur de 70 %, soit une hausse de 20 % des droits de douanes. Parmi les autres produits concernés figurent la canne à sucre, le sel, le coton ou encore les médicaments.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Comores : 1<sup>ère</sup> réunion du groupe de travail pour l'accession à l'OMC

Le groupe de travail pour l'accession de l'Union des Comores à l'OMC a tenu sa première réunion le 2 décembre 2016. Les membres de l'OMC ont exprimé leur soutien à ce processus d'adhésion, que l'Union des Comores souhaite voir aboutir lors de la 11<sup>ème</sup> conférence ministérielle prévue pour fin 2017. Malgré l'engagement politique fort des Comores, l'examen du régime de commerce extérieur et du cadre réglementaire du pays ont fait ressortir certains défis : nécessité d'une diversification de l'économie et de l'élargissement de l'assiette fiscale, consolidation du marché intérieur, entre autres.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ São Tomé : rupture des relations diplomatiques avec Taïwan

Sao-Tomé-Et-Principe a annoncé la rupture de ses relations diplomatiques avec Taïwan. Les autorités taïwanaises ont immédiatement annoncé la fermeture de leur ambassade sur l'archipel, ainsi que le retrait de tous les conseillers techniques et l'arrêt de tous les projets engagés avec l'Etat santoméen. L'archipel du Golfe de Guinée officialise ainsi ses relations diplomatiques avec la République populaire de Chine, peu de temps après le séjour du Premier ministre Patrice Trovoada dans ce pays. Le retrait de Taïwan pourrait avoir des conséquences importantes sur le plan social, eu égard à la forte coopération existante dans les secteurs clés de la santé et l'éducation notamment.

✉ [naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr](mailto:naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gabon : Libreville, siège du GABAC

Le ministre des Affaires étrangères, Pacôme Moubelet Boubeya et le secrétaire permanent du Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale (GABAC), Désiré Geoffroy Mbock, ont ensemble signé l'accord de siège de l'institution à Libreville, décidé en 2015. Cette institution régionale spécialisée de la CEMAC, créée en 2000, regroupe les 7 pays de la zone (Cameroun, République du Congo, Guinée équatoriale, République Centrafricaine, Tchad). Elle évalue leurs politiques en vue d'accompagner la prévention et la répression du blanchissement d'argent ainsi que du financement du terrorisme.

✉ [naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr](mailto:naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo Brazzaville : nouvelle étape en matière de gouvernance financière**

Afin de se conformer aux directives de la CEMAC, le pays a adopté le 19 décembre le projet de Code pour une gestion saine des finances publiques. Ce texte, qui dote l'Etat de principes de transparence et de responsabilité dans la gestion des deniers publics, couvre l'ensemble des matières relatives aux opérations financières publiques, dont notamment la présentation des budgets, les procédures de recouvrement des recettes et d'exécution des dépenses, le contrôle des politiques et coopérations financières. Le gouvernement devrait également relancer le processus d'interconnexion les régies financières : Budget, Douane, Trésor public et Impôts ; autant de décisions qui devraient faciliter les futures négociations avec le FMI en 2017.

✉ [Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Niger : la BAfD débloque 43,9 M EUR pour renforcer l'internet haut débit

La BAfD va financer à hauteur de 43,9 M EUR (31,4 M EUR de prêt et 12,5 M EUR de don) le projet de dorsale transsaharienne à fibre optique (DTS) visant à renforcer les liaisons internet à haut débit entre plusieurs pays de la région. Le projet inclut plusieurs composantes, dont la pose de 1,51 km de fibre optique entre le Tchad et le Niger, le renforcement des interconnexions du Niger avec l'Algérie, le Nigéria, le Burkina Faso et le Bénin, le déploiement de centres de données pilotes, l'installation de plateformes d'administration électronique, la mise en œuvre de systèmes intégrés de gestion de l'identification électronique des personnes (SIGIEP) et un appui aux établissements d'enseignement supérieur.

✉ lebaronc@afd.fr

### ▼ Sénégal : lancement de la construction de la cité ministérielle Dakar-Diamniadio

Le Président Macky Sall a lancé, le 26 décembre 2016, la construction de la cité ministérielle Dakar-Diamniadio. Il s'agit d'un partenariat public privé (PPP) dans lequel le constructeur Envol Immobilier Sénégal (EIS) intervient avec des entreprises internationales, dont la société chinoise WIETC (ayant réalisé les aéroports de Lomé, de Brazzaville, la cité ministérielle de Kinshasa). 60 % des travaux seront réalisés par des entreprises sénégalaises. Le financement global de 85 M EUR est apporté par EIS avec la participation de Coris Bank International à hauteur de 46 M EUR. Le projet comprend entre autres, des restaurants, un centre commercial, des banques, des parkings souterrain et à ciel ouvert, une centrale d'énergie solaire.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mauritanie : Vergnet Hydro et ses partenaires décrochent un contrat de 7 M EUR

La société française Vergnet Hydro, chef de file d'un groupement composé également de Chiali Service (algérien), MTK Service (français) et SOCOSAF TP (mauritanien), vient de se voir attribuer le marché de réalisation/réhabilitation de 81 stations d'eau potable. Le montant de l'offre retenue s'élève à 6,9 M EUR.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Niger : vers la mise en œuvre du programme du *Millenium Challenge Account*

Le 23 décembre 2016, le gouvernement nigérien a validé le projet de création du *Millenium Challenge Account-Niger* (MCA-Niger), structure qui sera chargée de la gestion et de la mise en œuvre du programme *Compact* accordé par les Etats-Unis au Niger, à travers la *Millenium Challenge Corporation*. Le Niger avait été déclaré éligible au programme *Compact* du MCC en 2012, mais plusieurs années d'identification et de négociation auront été nécessaires afin de définir le contenu du programme orienté vers les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de l'emploi des jeunes. Avec la création du MCA-Niger, le gouvernement va pouvoir commencer à mobiliser le montant global disponible de 437 M USD.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : financement de la BAfD pour l'aménagement de l'axe Lomé-Cotonou**

Le Conseil d'administration de la BAfD a approuvé un don et un prêt d'un montant global de 40,8 M USD au Togo et au Bénin, pour l'aménagement de 30 km de routes entre les capitales des deux pays, ainsi qu'un programme de lutte contre l'érosion côtière. Le projet sécurisera et renforcera l'axe Lomé – Cotonou. Le projet doit faire l'objet de financements additionnels pour un montant total de 187,1 M USD.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'Etat de Lagos vient de lever 154,5 M USD sous la forme d'obligations domestiques pour financer le développement d'infrastructures**

Dans un communiqué, le gouverneur Akinwumi Ambode a indiqué que cette émission de dette de 47 Mds NGN, avec un coupon de 16,5 %, était la première phase d'un programme d'emprunt de 500 Mds NG approuvé par le parlement de l'Etat en septembre. Lagos fait figure d'exception au Nigéria, générant plus de 70 % de ces revenus de manière interne, tandis que les autres Etats sont largement dépendant des recettes pétrolières.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : réunion à venir entre les investisseurs du projet de GNL à Brass Island**

Selon *This Day*, les dirigeants de la NNPC, de Total et d'ENI devraient se réunir la semaine prochaine à Londres pour décider du sort du projet de gaz naturel liquéfié (GNL) de 15 Mds USD situé à Brass Island, dans l'Etat de Bayelsa. Les actionnaires du projet ont déjà apporté environ 1 Mds USD sans prendre de décision finale d'investissement. Le projet est pour l'instant en suspens après les retraits de plusieurs actionnaires, tels que Chevron, Shell ou encore BG.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo Brazzaville : une plateforme pour une fiabilité renforcée des données statistiques**

La Société congolaise de la statistique (SCS), créée le 20 décembre 2016 et cofinancée par le gouvernement et la BM à hauteur de 33 M USD, est une initiative qui émane de la société civile (informaticiens, statisticiens, chercheurs, etc.). Cette structure entend participer aux travaux des nombreuses instances nationales déjà en place (Institut national de la statistique, Comité technique de la statistique, Commission nationale de la statistique) mais qui ne jouissent pas toujours de la crédibilité attendue, pour diffuser des données statistiques fiables sur plusieurs domaines d'activité, dont l'agriculture, la santé, l'éducation, le commerce et les finances.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr



## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Energie et matières premières

#### ▼ Sénégal : Proparco finance une nouvelle centrale photovoltaïque

Proparco a accordé un prêt de 18,4 M EUR pour un projet de centrale photovoltaïque de 30 MW au Sénégal. L'investisseur français Meridiam et ses partenaires Eiffage et Solaire direct (filiale d'Engie) ont également obtenu un prêt de la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement (BIO). Son coût total est estimé à 43 M EUR. Le projet, dénommé *Ten Marina*, prévoit également la construction des infrastructures de connexion au réseau pour le compte de l'acheteur public sénégalais Senelec. Meridiam développe déjà la centrale Senergy 1 – située à Bokhol, dans le nord du pays, à 10 kilomètres de celle de *Ten Marina* – d'une capacité également de 30 MW, et dont le démarrage est prévu pour début 2017.

✉ [benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Burkina Faso : projet de centrale à gaz

Dans le cadre de la mise œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES), le groupe canadien Windiga Energy a été retenu pour construire une centrale à gaz dans l'ouest du pays. Le coût du projet s'élève à 111 Mds CFA (169 M EUR). La capacité de production est estimée à 140 MW et la centrale sera alimentée par du gaz importé de Côte d'Ivoire. Selon les statistiques disponibles, la demande nationale en électricité du pays augmente de 13 % chaque année et le taux d'électrification serait de moins de 40 %. Pour couvrir ces besoins importants en hausse, le Burkina Faso mise désormais sur les énergies renouvelables.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Mauritanie : signature d'un accord entre BP et Kosmos Energy pour la mise en valeur du champ gazier Ahmeyim

Selon cet accord, BP doit investir près d'un Md USD pour le développement d'Ahmeyim, champ gazier offshore situé à mi-chemin sur la frontière maritime entre le Sénégal et la Mauritanie. Associé à Kosmos Energy (KE), BP acquiert ainsi 62 % des blocs mauritaniens (KE : 28 % et SMPH : 10 %) et 32,49 % des blocs sénégalais (KE : 32,51 %, Timis Corporation : 25 % et Petrosen : 10 %). BP devient ainsi l'opérateur pour le développement des champs gaziers alors que KE conserve la responsabilité de l'exploration. Ahmeyim est estimé à plus de 20 TCF. Le gaz, dont la production devrait démarrer en 2021, sera liquéfié puis acheminé par voie maritime, essentiellement vers l'Europe.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Services

### ▼ Burkina Faso : le groupe Orange finalise le rachat d'Airtel

Le groupe Orange a finalisé le rachat d'Airtel, deuxième opérateur de téléphonie mobile au Burkina Faso avec 37 % de part de marché, derrière ONATEL (44 %) et devant TELECEL (19 %). L'opérateur, filiale d'Orange Côte d'Ivoire, est ainsi devenu le 19 décembre Orange-Burkina Faso ou OBF selon la nouvelle dénomination.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : fermeture de l'aéroport d'Abuja pour 6 semaines

Selon Business Insider, le gouvernement nigérian prévoit de fermer l'aéroport de la capitale du pays, pour une durée de six semaines, afin de réparer une piste que certaines compagnies aériennes considèrent comme dangereuse. Le deuxième aéroport du pays sera ainsi indisponible pendant les mois de février et de mars. Les travaux de la société de construction allemande Julius Berger se poursuivront après la réouverture de l'aéroport et devraient durer six mois selon le ministère de l'Aviation. Pendant cette fermeture, les vols seraient redirigés vers la ville de Kaduna, à 250 km. Le gouvernement prévoit d'assurer la sécurité des autobus qui seront utilisés pour transporter les passagers de l'aéroport de Kaduna à Abuja.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : lancement de l'ESTI

Le lancement de l'Ecole supérieure des technologies de l'information a été effectué le 13 décembre 2016 à Antananarivo. L'ESTI a été fondée par le groupement des opérateurs des technologies de l'information et de la communication (GOTICOM) et la chambre de Commerce et d'industrie d'Antananarivo. Sa création fait suite à une étude de faisabilité menée par la CCI Paris Ile-de-France et l'école bénéficie d'un financement de l'AFD pour la rénovation et l'extension de ses locaux ainsi que son démarrage. Préparant à la licence et au master, l'ESTI a adopté un modèle de formation en alternance, en partenariat avec l'école ITESCIA de Cergy. Elle doit démarrer ses enseignements en mars 2017.

✉ [bponson@gmail.com](mailto:bponson@gmail.com)

## ENTREPRISES

---

▼ **Ethiopie : partenariat éthio-américain de 10 M USD dans le secteur du BTP**

Un accord de partenariat a été signé entre la société américaine *Legendary MegaCorp*, et deux entreprises éthiopiennes, *Ethiopian National Defence Construction Entreprise* (ENDCE) et *Defence Construction Materials Manufacturing Enterprise* (DCMME), pour la production et la fourniture de matériaux de construction modernes. Cette nouvelle société, qui bénéficiera d'un investissement initial de 10 M USD, sera détenue à 51 % par *Legendary MegaCorp*, 29 % par ENDCE et 20 % par DCMME. Elle introduira des techniques de construction qui permettraient d'économiser de 20 à 30 % des coûts des projets et environ 40 % des temps de construction.

✉ [pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ **Ethiopie : visite du barrage Grand Renaissance par une délégation saoudienne**

En visite pour 3 jours en Ethiopie, une délégation saoudienne dirigée par le président du Fond saoudien pour le développement et composée d'officiels des secteurs de l'énergie, des finances et de l'industrie, a visité le site du barrage hydro-électrique *Grand Ethiopian Renaissance Dam* (6 000 MW). Cette visite avait pour but d'explorer les opportunités offertes par le secteur de l'énergie et de discuter des axes de coopération possibles en matière d'énergies renouvelables. La délégation a exprimé l'intérêt du gouvernement saoudien pour développer et importer de l'énergie en provenance d'Ethiopie. L'Arabie Saoudite est le 2<sup>ème</sup> investisseur en Ethiopie avec 3 Mds USD.

✉ [pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

**Rédacteurs en Chef adjoints**

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

